

Réponse à l'appel à propositions lancé dans le cadre du volet « recherche d'approfondissement » du projet « Appui à l'élaboration des politiques foncières rurales » financé par l'Agence Française de Développement

**La fabrique des politiques publiques.
Les décideurs haïtiens entre environnement international
et conceptions locales de l'appropriation foncière.**

**Proposition de recherche
présentée par**

Michaël Lévy (sociologue) et Véronique Dorner (anthropologue)

**Avec l'appui scientifique de l'UMR 8586
Pôle de Recherche pour l'Organisation et la Diffusion de l'Information Géographique
(PRODIG)**

**La fabrique des politiques publiques.
Les décideurs haïtiens entre environnement international
et conceptions locales de l'appropriation foncière**

Problématique de la recherche (axe 2)

Michaël Lévy (Sociologue, PRODIG)

Véronique Dorner (Anthropologue, LAJP)

Le gouvernement haïtien a initié, à partir de 1996, un programme de réforme agraire. Parallèlement a été mis en œuvre un programme de décentralisation, notamment au niveau de la gestion foncière. Nous nous proposons de partir de l'analyse des modalités de mise en œuvre, très différentes, de cette réforme dans deux régions d'Haïti, la plaine de l'Artibonite (à partir de 1996) et la zone de la plantation Dauphin dans le département du Nord-Est (à partir de 1999), ainsi que de la décentralisation engagée également depuis 1996, pour mener une recherche et une réflexion sur la question plus générale de la gestion politique du foncier dans ce pays. Le lien très étroit entre légitimité, légalité, sécurité des tenures foncières locales, d'une part, luttes et enjeux politiques nationaux, d'autre part, dans l'élaboration d'une politique publique en matière foncière, constitue la problématique centrale de notre projet de recherche.

La structure foncière haïtienne est marquée, suite aux évolutions qu'elle a connues depuis l'Indépendance, par la prévalence de la petite exploitation paysanne, une énorme pression démographique et une dégradation importante de la qualité des terres. Une des spécificités des deux régions étudiées est qu'il s'agit de zones dans lesquelles, par des processus historiques particuliers, s'est reconstituée, une grande propriété foncière, notamment à la faveur de l'intervention américaine de 1915-1934.

La plaine de l'Artibonite a été le cadre de transformations foncières majeures au cours des soixante dernières années. Ces transformations, et en particulier celles induites par les grands travaux d'irrigation menés dans cette région dans les années 1950, ont entraîné des conflits terriens parfois très violents. La reconstitution de leurs chronologies fait apparaître la coïncidence entre des pics de violence et des basculements politiques, reflétant le balancement d'Haïti entre de longs moments de fermeture et de répression, suivis de plus courts moments d'ouverture politique rapidement investie par les mobilisations et les revendications populaires. Cependant, l'histoire longue des conflits terriens montre que ceux-ci sont irréductibles à une simple opposition entre petits paysans et grands propriétaires ou entre exploités et exploités. Les camps en présence ont toujours été hétéroclites et il convient, au contraire, de s'attacher à démêler l'écheveau des violences rurales en traitant toutes ses dimensions dans leur intrication : la complexité des structures foncières haïtiennes peut être décrite comme produit d'une superposition d'une gestion légale et d'une gestion coutumière ou traditionnelle du foncier, de la pression démographique sur la terre et la rareté relative des ressources (eau d'irrigation et foncier), et de la reconstitution de la grande propriété. Cet ensemble doit être situé dans le contexte global de la rudesse des rapports sociaux dans les campagnes haïtiennes -en même temps que de la réalité de relations d'allégeance, de protection et de clientélisme- et des modalités de structuration du pouvoir politique aux niveaux national et local ainsi que des modes d'encadrement de la paysannerie et de

l'émergence très nette depuis une vingtaine d'années, des mouvements paysans sur la scène politique.

C'est dans un contexte générateur d'une grande insécurité foncière que le gouvernement haïtien décida d'initier une réforme agraire dans la plaine de l'Artibonite en 1996. La mobilisation de diverses organisations paysannes locales joua un rôle important dans le choix de cette région pour débiter une réforme prévue par la Constitution. L'arrivée au pouvoir, accentuée en 1995 avec l'élection du président Préval, lui-même agronome, d'un grand nombre d'hommes de terrains, souvent eux-mêmes formés au sein des associations de développement, avait permis de remettre à l'ordre du jour la question de la réforme agraire. Au plan légal, par un arrêté du 23 octobre 1996 appelé à rester en vigueur jusqu'à promulgation de la loi sur la réforme agraire, l'Institut National de la Réforme agraire (INARA) fut autorisé à prendre provisoirement possession « (...) de toute étendue de terres litigieuse située sur le territoire de la République et réputée être ou avoir été à l'origine bien vacant et / ou propriété de l'Etat. » (Art. 1) et à décider « de la gestion des portions de terre dont il aura pris possession ainsi que des installations et / ou des cultures qui y sont implantées » (Art. 3)

La réforme avait deux objectifs principaux dans l'Artibonite : une pacification durable de la région et une augmentation de la production rizicole. La participation paysanne était pensée comme un élément central de sa mise en œuvre. De fait, un certain nombre d'organisations paysannes locales avaient à l'époque entamé des démarches en justice contre certains gérants de terres de grands propriétaires. Elles avaient également créé un forum paysan de résolution pacifique des conflits fonciers. Les membres de ces organisations furent les premiers cooptés par l'Institut National de la Réforme Agraire (INARA) pour animer la réforme agraire. Ils furent également souvent parmi les élus des structures chargées de la mettre en œuvre : comité de suivi, comités d'appui, comités de gestion. Une redistribution des terres saisies par l'INARA fut décidée, sous la forme de parcelles individuelles d'un demi hectare attribuées selon des critères précis. L'esprit présidant à l'attribution de ces parcelles était défini comme suit : avoir travaillé à un moment ou à un autre sur ces terres et faire la preuve d'un réel besoin, les parcelles attribuées ne pouvant ni être louées, ni vendues, ni cédées en métayage et, à la mort du « bénéficiaire de la réforme agraire », la parcelle devant être attribuée à un membre de sa famille.

Il ne s'agit donc pas de propriété pleine et entière et cette étape de démarrage de la réforme agraire haïtienne ne s'est donc pas inscrite, par sa conception et son application pratique, dans les nouvelles « *Policies Land* » recommandées par les organisations internationales (FAO, Banque Mondiale, BID) sur la création de marchés fonciers libres et concurrentiels et l'attribution de titres de propriété en bonne et due forme. Elle visait plutôt la pacification de conflits très médiatisés par la présence d'observateurs internationaux, et la satisfaction aussi visible que possible des « petits paysans » qui en étaient partie prenante.

La deuxième région ciblée par l'INARA fut la plantation Dauphin, dans le département du Nord-Est. Celle-ci fut, entre les années 1930 et 50, la plus grande plantation de sisal des Caraïbes. Fondée par un entrepreneur américain à qui le gouvernement haïtien avait octroyé, pendant l'occupation américaine, des baux à long terme sur des terres de plaine du littoral nord-est du pays, elle s'implanta à partir de 1927 au prix de l'expulsion de très nombreux petits paysans qui vivaient et travaillaient là sans pour autant être en possession de titres de propriétés en bonne et due forme. Après une période de grande prospérité, l'effondrement de la demande de sisal aux lendemains de la seconde guerre mondiale entraîna la décadence de la plantation. Récupérées après le départ des derniers entrepreneurs étrangers par un homme

d'affaire haïtien, les usines et constructions furent abandonnées définitivement en 1984 et les restes de la plantation et des équipements industriels, considérés comme revenant dans le domaine privé de l'Etat et confiés au Ministère de l'Agriculture.

Au départ de Jean-Claude Duvalier, en février 1986, une organisation paysanne d'initiative locale se créa, avec l'objectif d'obtenir officiellement un accès à ces terres d'Etat. Cette association, les Petits Planteurs du Nord-Est, déposa à sa création une demande de bail collectif tout en organisant simultanément l'occupation des meilleures zones de la plantation abandonnée. Dès 1987, fut élaboré par le Ministère de l'Agriculture, un projet d'attribution d'un bail portant sur 6000 hectares : 2000 consacrés à l'agriculture, 2000 à l'élevage et 2000 pour le reboisement. L'idée fondamentale était de répondre simultanément aux demandes des agriculteurs et de les impliquer dans la sauvegarde et la réhabilitation de terres rendues arides par le déboisement réalisé par la compagnie et maintenues dans cet état par le surpâturage et l'élevage non contrôlé. Depuis, malgré les investissements réalisés par les occupants, les promesses successives et l'intérêt de nombre de bailleurs de fonds, la présence paysanne sur ces terres n'a toujours pas été reconnue légalement.

En 1999, suite à un demi-échec dans l'Artibonite, l'INARA ouvrit donc son deuxième bureau régional à Terrier Rouge, dans le Nord-Est et choisi d'étudier la possibilité d'attribution de terres sur une autre portion de la plantation que celle revendiquée par les Petits Planteurs. Un projet de distribution de parcelles de terres d'Etat à des organisations paysannes locales reconnues, et le démarrage d'une enquête sur l'occupation des terres de la zone concernée, entraînèrent en quelques mois la création de plusieurs dizaines d'organisations paysannes sur la commune de Terrier Rouge et une occupation complète desdites terres, sans pour autant qu'aucune régularisation n'intervienne.

Parallèlement, les impératifs de la création d'emplois dans le domaine industriel menèrent à la mise à disposition, en 2002, de terres cultivables pour le développement d'une zone franche industrielle le long de la frontière dominicaine, aux confins de la plantation Dauphin. Cette implantation, résultat de choix politiques contradictoires avec les objectifs affirmés d'une réforme agraire au bénéfice des petits paysans, pose et pose toujours des problèmes qui mériteront d'être également pris en compte.

Nous observons, dans les deux régions sur lesquelles porte notre recherche, que parallèlement à une gestion paysanne, « coutumière » et quotidienne du foncier, les décisions politiques, prises au plus haut niveau, ont souvent été accompagnées ou précédées par des mobilisations d'acteurs locaux. Contrairement à des thèses en vogue sur la volonté des paysans haïtiens d'éviter un Etat redouté et prédateur, les deux expériences citées montrent au contraire la possibilité et la réalité d'une affirmation revendicative dépendant du contexte et de la conjoncture politique, contexte souvent finement appréhendé par les leaders des mouvements paysans. Le rôle de l'Eglise catholique et celui des multiples animateurs ayant émergé en milieu rural dans le courant des années quatre-vingts est indéniable dans la structuration et l'émergence des mouvements paysans organisés dans le pays. Plus largement, on s'intéressera au rôle des ONG et bailleurs intervenant en soutien aux organisations paysannes, leur imposant des modèles (groupements, coopératives...) plus ou moins appropriés et, quand ils le sont, appropriés de façon plus ou moins opportuniste.

Comme nous l'avons évoqué, l'application des premières étapes de la décentralisation, prévue par la Constitution de 1987 élaborée aux lendemains de la chute de la dictature duvaliériste, a fait apparaître de nouveaux acteurs locaux. Des autorités nouvelles sont en effet élues dans les campagnes depuis 1995¹ et les assemblées des sections communales viennent d'être mises en

¹ Les modifications introduites pas la Constitution de 1987 ont une traduction différée dans la réalité, en raison des soubresauts politiques qu'a connus le pays de 1986 à 1994.

place. Ainsi, les Communes devraient elles avoir un poids croissant dans la gestion des affaires foncières. Comment cette loi de décentralisation a-t-elle été négociée, et par qui, en ce qui concerne son volet foncier ? Qu'en est-il en ce qui concerne la pratique des communes dans ce domaine ? Quelle est la part prise par les mouvements paysans et leurs leaders dans ces instances de pouvoir locales ? Quels sont les effets sur le foncier et dans la gestion des conflits le concernant, de ces modifications politiques parachutées sur les communes et les sections communales ? Partant des informations collectées à l'occasion de recherches précédentes sur les fondements des politiques menées depuis 1995, on cherchera, par de nouvelles enquêtes de terrain, à analyser les effets concrets de la décentralisation dans la gestion de l'accès à la terre, ainsi que les effets éventuels de ce qu'il reste de ces premières tentatives de réforme agraire.

Dans ce contexte complexe et en pleine évolution institutionnelle la question des perceptions paysannes de l'appropriation foncière sera approfondie à travers la question de la transmission des terres attribuées dans le cadre de la réforme et celle de l'indivision sur les terres héritées, quel qu'ait été le mode de possession du léguant. En d'autres termes, on cherchera à comprendre quelles sont les représentations haïtiennes qui se traduisent dans cette gestion paysanne du foncier, constituant une réalité incontournable pour l'élaboration de politiques appropriables par ceux qu'elles visent. On cherchera également à montrer, à travers la question plus large du poids des mouvements paysans sur les politiques nationales en matière foncière, en quoi les capacités de mobilisation et d'organisation des paysans, leur « *agency* », peuvent peser et contribuer à l'élaboration de politiques foncières cohérentes avec leurs besoins et leurs pratiques. Corollairement, une meilleure connaissance des acteurs au niveau des lieux des décisions politiques ainsi que des modifications des rapports de forces et des alliances au niveau central permettra de mieux évaluer quelles sont les répercussions de ces situations sur l'accès au foncier pour les petits paysans ou le destin d'un programme de réforme agraire.

PRESENTATION DE LA METHODOLOGIE

1- Phase de préparation

La recherche démarrera par une mise à jour des données sur la situation locale accessibles dans la littérature et la littérature grise disponibles en France, afin d'élaborer le cadre théorique des travaux de recherche sur le terrain.

La durée de cette phase est évaluée à un mois, à compter de la réponse à la proposition.

Cette préparation doit permettre de réaliser l'ensemble de la recherche, soit :

2- Le premier terrain

Les activités de terrain consisteront en deux terrains partagés et successifs, la phase principale de l'enquête sociologique et anthropologique se déroulant sur une durée d'un mois et demi.

Les activités se répartiront comme suit lors du premier séjour (un mois et demi):

- **Dans un premier temps**, assez court (environ une semaine) il est prévu d'effectuer à Port-au-Prince les visites institutionnelles destinées à recueillir, auprès des différents types d'acteurs concernés, les informations utiles sur les politiques menées actuellement.

Il nous faudra ainsi rencontrer :

- Des responsables de l'INARA, ainsi que du Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural.
- Des responsables de diverses organisations internationales, notamment la FAO, le PNUD, l'USAID...
- Des responsables des organisations professionnelles agricoles (ANDAH notamment)
- Autant que possible des responsables d'organisations paysannes nationales (plateforme, MPNKP, MPP...)

- **Dans un second temps**, les enquêtes seront menées sur deux sites principaux, choisis car ils sont les lieux d'implantation des bureaux régionaux de l'INARA et sont déjà bien connus : Pont Sondé sur la commune de Saint Marc, dans l'Artibonite, et la première section communale de la commune de Terrier Rouge dans le Nord-Est.

Nous procéderons, à partir de ces bases, à deux états des lieux successifs (d'abord deux semaines dans l'Artibonite, puis deux semaines dans le Nord-Est), sur les pratiques, représentations et revendications des paysans et de leurs organisations dans les régions de mise en place de la réforme. Ces états des lieux seront établis à partir d'une enquête menée conjointement, avec une mise en commun quotidienne et systématique.

Dans les deux cas, il nous est prévu de rencontrer différents types d'acteurs, à l'occasion d'entretiens individuels ou collectifs, selon les cas, de préférence sur leur lieu d'activité :

- les organisations paysannes, animateurs en fonctions,
- des paysans, attributaires ou occupants, ou encore héritiers des premiers attributaires

- les responsables et employés de l'INARA sur le terrain
- des membres des Assemblées Communales et des ASEC (assemblées des collectivités territoriales ayant en principe un pouvoir de gestion foncière)
- des représentants de diverses professions importantes en matière foncière (juges de paix, notaires, arpenteurs...)
- des notables locaux (curés, pasteurs, *oungan*...)
- ...

Pour terminer cette première phase des travaux sur le terrain, il sera utile, durant quelques jours de clôture à la capitale, de prévoir des visites éventuelles afin de trouver des réponses aux questions susceptibles de résulter de la confrontation du terrain et des informations recueillies au préalable. Ces derniers jours seront également l'occasion de compléter la bibliographie par la collectes de documents plus aisément disponibles localement.

3- Dépouillement, analyse et rédaction du rapport d'avancement

- de retour en France, nous procéderons au dépouillement et à l'analyse des matériaux.
- Un premier rapport d'avancement sera fourni au courant du mois suivant notre retour.

4- Préparation de la seconde phase

- En s'appuyant sur les questions soulevées par l'analyse de ces premiers travaux de terrain, la deuxième phase de terrain sera élaborée, avec comme objectif de compléter, approfondir et affiner le recueil d'informations pour compléter la recherche.

5- Finalisation des travaux de terrain

- Ce second séjour sur le terrain est prévu sur une durée d'un mois, et se situera entre le 7^e et le 8^e mois suivant le début de la recherche.

6- Rédaction et restitution

- Rédaction du rapport final :
C'est l'ensemble des travaux de terrain et des analyses en découlant qui fournira la base du rapport final dont la version provisoire sera remise dans les deux mois suivant le retour de la seconde phase de recherche de terrain.
- La participation ultérieure au séminaire clôturant l'ensemble de la recherche constituera l'une des formes de valorisation du travail réalisé.

PRESENTATION DE L'EQUIPE DE RECHERCHE

L'équipe de recherche est composée de deux chercheurs en sciences sociales, connaissant très bien Haïti pour y avoir séjourné longtemps et à diverses reprises, entre 1988 et 2000 pour Véronique Dorner, anthropologue, et entre 1995 et 2002 pour Michaël Lévy, sociologue.

Parlant couramment créole, ayant chacun une connaissance approfondie du pays et des réseaux importants, mais dans des contextes locaux différents, nous avons le projet de travailler en commun tant pour préparer la recherche proposée que pour mener les enquêtes nécessaire à cette nouvelle recherche, permettant de valoriser pleinement les connaissances de terrain de chacun tout en bénéficiant de l'apport spécifique des questions posées par un autre chercheur portant un regard nouveau sur le terrain. L'idée de l'enquête en commun a pour objectif également de bénéficier de l'efficacité du travail en équipe, particulièrement pour permettre, sur les terrains déjà bien connus par l'un et par l'autre, d'approfondir plus rapidement les questions spécifiques posées dans le cadre de cette recherche, en abordant les interlocuteurs de terrain d'une façon renouvelée.

Les nombreux échanges de ces dernières années, à propos de nos expériences et travaux respectifs, nous ont menés à ce projet de collaboration et de mise en commun à partir de recherches individuelles dont la cohérence s'est révélée évidente.

Un appui scientifique pluridisciplinaire nous est assuré par la collaboration avec les équipes de chercheurs auxquels nous sommes associés au sein de laboratoires spécialisés, en géographie des Caraïbes d'une part, par Jean-Marie Théodat, géographe, et le groupe de recherche représenté par le LARECA au sein du laboratoire PRODIG et en anthropologie du droit et droit foncier par Alain Rochegude, spécialiste de droit foncier, et le LAJP, d'autre part.

CURRICULUM VITAE

Véronique DORNER

Anthropologue
née le 22.06.1959

Nationalité française

18 bis rue David d'Angers 75019 Paris
Tél: 33 (0)1 40 03 03 30
vdorner@club-internet.fr

En couple, trois enfants

Principales qualifications

Ayant suivi des formations dans divers domaines de l'anthropologie et de la sociologie comparée (1981-1986), du cinéma ethnographique (1984 et 1992), de l'anthropologie du développement (1992 à 1999), du foncier (2000-2003) et actuellement de l'anthropologie du droit (tout particulièrement en ce qui concerne les questions foncières et domaniales).

Expérience de terrain en Haïti lors de séjours souvent longs (entre juin 1988 et octobre 2000, une dizaine de séjours, de 1 à 4 mois), dans des conditions d'autonomie complète quand à l'organisation des diverses recherches menées, mais ayant permis de nouer des relations efficaces tant sur le terrain enquêté que dans les instances étatiques et les institutions y intervenant.

Par ailleurs, une expérience de travail d'équipe à travers des consultations et enquêtes réalisées plus récemment dans le domaine de l'anthropologie du développement et à l'occasion d'enquêtes pluridisciplinaires sur des sujets touchant à la santé publique ou à la prise en charge des mineurs relevant de la justice.

Formation et diplômes

2006-2007 Inscrite en Master de recherche 'Anthropologie du droit', dans le cadre du master de droit mention droit comparé. Ecole doctorale de droit comparé. Université Paris I

2000 – 2003 Suit les séminaires sur le foncier à l'EHESS Marseille.

1992- 1999 Suit régulièrement les séminaires d'anthropologie du développement à l'EHESS Marseille.

1992 Stage de cinéma ethnographique, IMEREC, Marseille

1986 DEA d'Anthropologie sociale et sociologie comparée. UER de Sociologie, Université Paris V. Sous la direction de G. Balandier

1984-1986 Etudes de cinéma ethnographique EPHE, IVe section, Paris

Langues :

- Français langue maternelle.
- Créole haïtien et anglais : lus, écrits, parlés
- Espagnol : lu

Expérience professionnelle dans le domaine des recherches sur le foncier et sur le développement

- 2004** Consultante sur la question des motivations et freins à la participation financière des populations dans un projet de microréalisations en milieu urbain financé par l'Union Européenne à Brazzaville (République du Congo). PMRU – Gret.
- 2003** Participation à une expertise sur l'Appui à la mise en œuvre d'une politique de sécurisation foncière en Nouvelle-Calédonie avec P.Y. Le Meur (Gret). ADRAF, Nouméa. Gret, Pôle EDR / Programme GRN.
- 1988-2000** Enquêtes de terrain en Haïti : Commune de Terrier Rouge, département du Nord-Est, dans le cadre d'une recherche doctorale d'anthropologie sous la direction d'E. Terray (EHES). Rencontre et étude d'organisations non gouvernementales haïtiennes et étrangères actives dans le domaine du développement rural. Analyse du problème foncier à travers une enquête approfondie sur les organisations paysannes locales et de leurs rapports à L'Etat dans un contexte politique en évolution permanente.
- 1995** Pré-enquête collective sur les Haïtiens à Saint-Martin (Guadeloupe). Projet pluridisciplinaire de recherche-action sous la direction de M. Giraud, C.V. Marie et L. Hurbon. Centre de recherche sur les pouvoirs locaux dans la Caraïbe (CRPLC).
- 1991** Récapitulatif de quinze ans d'action du SOE, organisation non gouvernementale active en Haïti dans le domaine du développement agricole (soutien aux organisations paysannes locales, élevage...) et de la santé communautaire. Fondation pour le Progrès de l'Homme. Paris.
- 1990** Enquête en Haïti dans le cadre de l'action scientifique programmée (ASP) ORSTOM-CNRS: "Les politiques alimentaires nationales et leur impact sur les systèmes ruraux." Sous la direction de D. Kermel-Torrès et P.J. Roca. CEGET.
- 1988** Enquête de terrain en Haïti sur le travail de développement rural mené par le SOE dans différentes régions du pays. CIMADE, Fondation pour le Progrès de l'Homme.

Expérience professionnelle : Santé publique - migrations

- 2000** Groupes de ciblage sur la « prise en charge de patients ayant une consommation d'alcool à risque » Réseau des médecins généralistes de Saint Quentin en Yvelines. Avec Philippe Michaud. OMS.
- 1999-2000** Participation à la mise en place d'une enquête sur les jeunes auteurs et victimes de violences sexuelles dans les Foyers de la Protection Judiciaire de la Jeunesse. Avec Bénédicte Kail et Léonore Le Caisne. PJJ. Ministère de la Justice.
- 1998** Capitalisation sur le travail du réseau « Enfants de parents alcooliques » Centre d'Hygiène Alimentaire et d'Alcoologie de Gennevilliers dirigé par Philippe Michaud.
- 1991-1994** Collaboration avec EPIMEDIC, dirigé par Patrick Blain. Diverses enquêtes sur les traitements Médicamenteux et les pratiques des médecins.
- 1988-1997** Collaboration avec EVAL, société d'évaluation et d'analyses en santé publique et épidémiologie dirigée par Yves Charpak. Réalisation et gestion de diverses enquêtes, notamment :
- * Faisabilité d'une prévention du sida dans des foyers de travailleurs migrants ; étude des représentations, des réseaux susceptibles de servir de relais, des stratégies de prévention et évaluation des moyens à mettre en œuvre. Mairie de Champigny sur Marne, 1995.
 - * Mise au point d'un projet de recherche-action visant à une évaluation des risques et à une prévention auprès de prostituées en foyers de travailleurs migrants, 1996.
 - * Enquête de repérage des réseaux de prise en charge des toxicomanes dans les Yvelines. DDASS des Yvelines, 1993.

Expérience professionnelle : Formation et formation - recherche

- Depuis juin 2003** Participation à l'animation d'ateliers mensuels de réflexion sur la parentalité : « Des parents se rencontrent ». Association J2P (Paris 19^e).
- 1998** Responsable d'un atelier de travaux dirigés d'anthropologie dans le cadre de la formation des éducateurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ). Ministère de la Justice.
- 1986-1993** Office Franco-Allemand pour la Jeunesse (OFAJ) - Paris - Bad Honnef. Membre d'une équipe pluridisciplinaire (historiens, philosophes, anthropologues) menant un cycle de formation-recherche international pour un public d'enseignants, sur le thème "Ethnocentrisme et école".
- 1988-1990** Institut pour le Développement de la Santé dans le Monde (IDSM) – Paris. Participation à la mise en place et au suivi d'un cycle de séminaires pluridisciplinaires sur les actions d'aide médicale dans les pays en voie de développement.

Autres expériences associatives et professionnelles

Membre de l'Association Euro-Africaine pour l'Anthropologie du Développement et du changement social (APAD)

Membre du réseau Recherches sur la Caraïbe (RSC)

- Depuis 2004** Membre du Conseil d'Administration de J2P, association de quartier gérant un Centre Social depuis janvier 2006. Paris 19^e.
- 1995** Observation électorale en Haïti. Ministère des Affaires Etrangères Paris - Union Européenne – Organisation des Etats Américains (OEA)
- 1986-1987** Permanente de l'organisation non gouvernementale Aide Médicale Internationale (AMI) : Accueil, recrutement, organisation, lien avec les équipes sur le terrain. Travaille en lien étroit avec le Conseil d'Administration. Responsable de la rédaction du Bulletin annuel.
- 1981-1990** Divers contrats en tant que Psychomotricienne dans des structures d'accueil pour enfants, adolescents et adultes.

Participation à des colloques

- 1999** « *Helping children of alcoholics :An experimental network of various professionals in a Parisian suburban community* » Communication au “*European Symposium on Community Action to Prevent Alcohol Problems*”. OMS – Union Européenne - 18-20 novembre 1999 – Porto.
- 1997** « *La décentralisation en Haïti* » Communication au colloque international organisé par le réseau APAD « Décentralisation et pouvoirs locaux » avec l'Université Catholique de Louvain-la-Neuve 20-21 novembre 1997 – Louvain.
- 1996** « *Projets d'ONG et jeux politiques en Haïti* » Communication présentée au colloque international « ONG et développement » organisé par l'UMR REGARDS (CNRS – ORSTOM) novembre 1996 – Bordeaux.

Publications en lien avec le thème abordé

- 1999 « Titres fonciers, indivision et transactions informelles en milieu rural haïtien » in Ph. Lavigne-Delville et P. Mathieu dir., *Formalisation des contrats et des transactions. Repérage des pratiques populaires d'usage de l'écrit dans les transactions foncières en Afrique rurale*, Paris, Gret, pp. 154-181.
- 1998 « La décentralisation en Haïti » in *Bulletin de l'APAD* n°15 : Les dimensions sociales et économiques du développement local et la décentralisation en Afrique au Sud du Sahara. Mai : 91-106.
- 1998 « Projets d'ONG et jeux politiques en Haïti. L'affaire des cochons ou *Ti kochon, gwo san* » in J.P. Deler ; Y.A. Fauré, A. Piveteau, P.J. Roca dir., *ONG et développement. Société, économie, politique*, Paris, éditions Karthala, pp. 609-625.
- 1997 « Les Caraïbes au tournant du siècle, crises et transitions. » in *Cahiers d'Etudes Africaine*, n° 148 XXXVII-4 « La Caraïbe. Des îles au continent » Editions de l'EHESS Paris, 1997. pp 975-983.
- 1993 « Quel impact pour les projets non gouvernementaux? Le repeuplement porcin créole en Haïti » in Rapport final de l'ASP ORSTOM-CNRS *Les politiques alimentaires et leur impact sur les systèmes ruraux*. Ministère de la Recherche et des Techniques, Paris, 72 pages.
- 1988 En collaboration avec R. Parvex, *Réflexion sur le développement d'Haïti. Le SOE: 11 ans d'expérience*. 70 p, CIMADE, Paris, juillet 1988.

Michaël LEVY
26 rue du Moulin Joly
75011 PARIS
tel: 01 43 57 62 55
misamlevy@yahoo.fr

Formation universitaire

Sept2000-Fev06 **Doctorat en Socio-économie du développement à l'EHESS.** Thèse soutenue le 22 février 2006 à l'EHESS à Paris. Intitulé de la thèse : « Violence rurale, réforme agraire et politique en République d'Haïti. *Chroniques de la plaine de l'Artibonite* ». **Mention Très honorable avec félicitations du jury à l'unanimité.**

Directeur de thèse : Christian GIRAULT (Géographe, directeur de recherches CNRS, Ivry). Membres du jury : Michel AGIER (Anthropologue et Sociologue, directeur d'Etudes à l'EHESS, Paris), Christian DEVERRE, rapporteur, (Sociologue, directeur de recherches INRA, Avignon), Marc DUFUMIER, rapporteur, (professeur d'Agro-économie à l'INA-PG), Jean-Marie THEODAT (maître de conférences en Géographie à l'Université de Paris I).

1999 **Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA).** "Recherches Comparatives sur le Développement" à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS). Mention Très Bien. Titre du mémoire : Conflits terriens et réforme agraire dans la plaine de l'Artibonite.

1996 **Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées (DESS).** "Pratiques sociales du développement" à l'Institut d'Etudes du Développement Economique et Social l'Université Paris I. Mention Bien.

1990 **Certificat de Didactique du Français Langue Etrangère** à l'Université Paris III.

1984 **Diplômé du Cours de Cadres** de la Sécurité Sociale (Nancy).

1983 **Licence de Sociologie** à l'Université de Nancy II.

Langues étrangères

Espagnol, Anglais, Créole haïtien : courant. Portugais: bonne compréhension

Publications

Sur Haïti :

1) Participation à des ouvrages collectifs :

- La naissance de la paysannerie haïtienne dans la période révolutionnaire 1791-1804 in Giulia Bonacci, Dimitri Béchacq, Pascale Berloquin-Chassany, Nicolas Rey (dir) *La Révolution haïtienne au-delà de ses frontières*. Karthala (pp 47-59). Paris, 2006.
- Accès au foncier, accès à l'eau, violence rurale et politique en République d'Haïti in *Nouvelles Ruralités Nords-Suds*, Editions L'Harmattan, (à paraître, 2007).
- Une réforme agraire torpillée par la crise politique in Carlo A. Célius, Johanne Tremblay (dir) *Le défi haïtien*. L'Harmattan, collection « Amérique latine ». Paris, (à paraître, 2008).

2) Articles dans des revues à comité de lecture

- "Conflits terriens et réforme agraire dans la plaine de l'Artibonite (Haïti)" in *Cahiers des Amériques Latines* n° 36, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine Université Sorbonne Nouvelle Paris III (pp 183-206), décembre 2001.
- "Conflits terriens et réforme agraire dans la Plaine de l'Artibonite (Haïti)" in *Cahiers des Anneaux de la Mémoire* n°6. Karthala, 2005.

Sur les cancers professionnels :

1) Participation à des ouvrages collectifs :

- En collaboration avec Laura Boujasson, *Cancers professionnels : trajectoires individuelles et logiques collectives*. in L'Etat social à l'épreuve des parcours de vie (dir) Didier Vrancken (à paraître, 2007).

2) Articles dans des revues à comité de lecture

- Annie Thébaud-Mony, Laura Boujasson, Michaël Lévy, Catherine Lepetit, Hélène Carteron, Michèle Vincenti : "Parcours-travail et cancers professionnels. Recherche-action en Seine Saint-Denis (France) " in *Revue PISTES*, Vol 5, N°1, 2003, Montréal.
- Annie Thébaud-Mony, Michèle Vincenti, Catherine Lepetit, Michaël Lévy : "A multidisciplinary prospective approach of occupational cancer in industrial suburbs in Paris (France) : first results. *6th Work Congress*, Rome, Juin 2003.

Communications

Sur Haïti :

- « *La naissance de la paysannerie haïtienne dans la période révolutionnaire* » Colloque international sur la Révolution haïtienne tenu à l'EHESS, mai 2004.
- « *Accès au foncier, accès à l'eau, violence rurale et politique en République d'Haïti* » Colloque international organisé par la Maison des Sciences de l'Homme de Poitiers « Nouvelles Ruralités Nords-Suds ». 2006, Poitiers.

Sur les cancers professionnels :

- « *Reconnaître et réparer pour contribuer à prévenir les cancers d'origine professionnelle* », Colloque « Penser le travail pour moins le panser », Gennevilliers, Novembre, 2005.
- En collaboration avec Laura Boujasson, « *Cancers professionnels : trajectoires individuelles et logiques collectives* » Colloque organisé par l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française et l'Institut des Sciences Humaines et Sociales de l'Université de Liège : L'Etat social à l'épreuve des parcours de vie, 2006, Liège.
- « *Présentation du dispositif de recherche SCOP 93* » Colloque organisé par le bureau d'études « Emergences » : Les effets des restructurations sur la santé des salariés. Cité Universitaire, Paris, 2006.

Expériences d'enseignement

- ❖ Travaux dirigés de Sociologie (8 séances de 3 heures) à l'Ecole Normale Sociale, Paris 18^{ème} ; travaux dirigés destinés à des étudiantes en 2^{ème} année de formation d'Assistants Sociales. Thème des TD : sociologie de la déviance, 2006-2007.
- ❖ Travaux dirigés de Méthodologie de la recherche appliquée au mémoire (6 séances de 3h), à l'Ecole Normale Sociale, Paris 18^{ème}. 2006-2007.

Expérience professionnelle

- 2002-2006 **Sociologue** dans le Groupement d'Intérêt Scientifique "Surveillance des Cancers d'Origine Professionnelle en Seine Saint-Denis" (SCOP93). Entretiens dans trois hôpitaux du département auprès des nouveaux malades. Reconstitutions des parcours professionnels centrées sur la description précise des postes de travail occupés et l'exposition à des produits cancérigènes. Suivi du processus de reconnaissance par les caisses de Sécurité Sociale. Recherche-Action. Rédaction d'articles scientifiques et participation à des colloques.
- 1999-2000 **Analyste au Service Amérique Latine et Caraïbes du Secours Catholique-Caritas France**. Chargé de l'analyse des projets de développement émanant des organisations "Caritas" ou d'autres ONG, en Haïti, au Mexique, au Guatemala et en Colombie. Suivi administratif et financier des projets retenus. Rédaction de rapports destinés aux donateurs. Missions de suivi sur le terrain.
- 1995 et 1998 **Observateur des Droits Humains** dans le cadre de la **Mission Civile OEA/ONU en Haïti (MICIVIH)**. Investigation et rédaction de rapports sur les violations des droits humains. Visites des commissariats de police, prisons et observation de l'appareil judiciaire. Responsable d'une équipe de travail sur les conflits terriens et la réforme agraire dans le département de l'Artibonite. Analyse des conflits et impulsion de solutions négociées entre les groupes de paysans.
- 1997 **Observateur des Droits Humains** dans la Mission du **Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies au Rwanda**. Investigation et rédaction de rapports sur les violations des droits de l'homme ou du droit humanitaire international. Visites de prisons. Suivi du retour et de la réintégration des réfugiés rwandais. Organisation de séminaires pour la promotion des droits de l'Homme.
- 1993-1995 **Formateur en Français Langue Etrangère et en Techniques de Recherche d'Emploi** à Solidarité Jeunes Travailleurs et à l'Association pour la Formation et l'Emploi à Sarcelles, pour un public de demandeurs d'emploi d'origine étrangère.
- 1992 **Commission de la Vérité de l'ONU pour El Salvador**: membre de l'équipe chargée du traitement des témoignages pour la base de données sur les violations des Droits Humains commises au cours du conflit salvadorien. Lecture des témoignages. Rédaction de notes de synthèse et rapports.
- 1991-1992 **Responsable dans une ONG salvadorienne** formant des promoteurs de santé dentaire au sein de communautés paysannes et marginales urbaines (installations de cliniques populaires...). Evaluation et élaboration de projets. Responsable de la rédaction des publications de l'association.
- 1986-1990 **Professeur de Français Langue Etrangère** à l'Université de San Salvador (El Salvador) et à l'Université de Guadalajara (Mexique), en Licence de Didactique du Français (langues et cultures).
- 1984-1985 **Formateur** sur le système de protection sociale à la CRAM (Caisse Régionale d'Assurance Maladie) de Nancy.

ARTICULATION AVEC DES TRAVAUX ANTERIEURS OU EN COURS

Cette recherche s'appuie sur une connaissance préalable de chacun des terrains ciblés par les deux chercheurs engagés, ayant menés leurs travaux

- pour l'un, Michaël Lévy, sociologue, entre 1995 et 2002 dans l'Artibonite
- pour l'autre, Véronique Dorner, anthropologue, entre 1988 et 2000, dans le Nord-Est,

La recherche proposée bénéficie de l'appui scientifique de Jean-Marie Théodat, géographe travaillant sur Haïti au Laboratoire PRODIG et au LARECA, d'une part, de celui d'Alain Rochegude et de l'équipe du LAJP, travaillant notamment sur les problématiques de droit foncier et d'appropriation, d'autre part.

Le questionnement proposé aujourd'hui a émergé à partir des travaux déjà réalisés dans les deux régions d'Haïti citées, régions où a été tenté un début de réforme agraire, et où ont été étudiés

- pour l'une, la partie rizicole de la plaine de l'Artibonite, la dynamique des conflits terriens et le rôle des comités paysans mis en place dans le cadre de la réforme,
- pour l'autre, le Nord-Est et plus particulièrement les terres des anciennes plantations de sisal connues sous les noms de Dauphin, l'apparition et la solidification d'un mouvement paysan local de revendication d'un accès reconnu aux terres d'Etat, et les réponses aux propositions lancées dans le cadre d'une nouvelle étape de la réforme agraire annoncée mais non aboutie.

La question de l'infléchissement des politiques menées en milieu rural avec l'arrivée au pouvoir d'un certain nombre d'hommes de terrain haïtiens, issus des structures d'« animation », des organisations paysannes, des organisations non gouvernementales internationales et ou d'associations professionnelles haïtiennes a attiré notre attention dès cette époque.

La diversité des positions individuelles et les contraintes dans lesquelles ils ont été pris, amenant à des prises de positions et des politiques contradictoires liées et à la nécessité de répondre tout à la fois aux mouvements sociaux et aux revendications portées par les organisations paysannes, et de trouver des financements internationaux ont été également observée de près², et ces études ont été valorisées particulièrement à l'occasion du travail doctoral de Michaël Lévy.

Les questions portant sur les conceptions locales de l'appropriation foncière portées par ces mouvements paysans, ainsi que celles de la prise en charge sur le terrain des modifications institutionnelles (décentralisation, etc...) pourront être approfondies à partir de ces bases. Sur ce dernier point, un lien pourra être fait notamment avec un travail mené en parallèle par Véronique Dorner, dans le cadre d'un master de recherche en anthropologie du droit au LAJP, sur le problème de l'indivision foncière.

² Dès avant 1996, année du lancement de la réforme agraire d'une part (qui avait malgré cette étiquette des objectifs fonciers importants également) et de la mise en place de la loi de décentralisation d'autre part.

PRESENTATION GENERALE DES LABORATOIRES ENGAGES

PRODIG : Pôle de Recherche pour l'Organisation & la Diffusion de l'Information Géographique – UMR 8586

2, rue Valette 75005 Paris
Tél : 01 44 07 75 99

Unité mixte de recherche associant le CNRS, les universités Paris 1, Paris IV, Paris 7 et l'EPHE dont les membres travaillent sur le thème fédérateur « Environnement et développement »

Pour les chercheurs de l'unité, l'environnement, entendu au sens de "milieu physique" mais surtout "d'environnement social et humanisé" est un outil conceptuel qui aide à l'action et à l'aménagement du territoire. L'approche géographique des chercheurs travaillant dans ces pays, privilégie la dimension territoriale des processus de développement, dans une approche globale des dynamiques socio-spatiales. Dans ce contexte, la réflexion sur la gestion des espaces et des ressources ouvre de nouvelles perspectives avec la notion de "développement durable" qui s'est progressivement imposée tant dans les pays du Nord que du Sud.

Conformément à cette philosophie générale, la recherche au sein de l'Umr s'organise autour de quatre [thèmes](#) qui se répondent. En outre, l'ensemble des programmes s'articule sur trois [pôles de compétence](#), qui fournissent un apport méthodologique important tout en développant des actions de recherche spécifiques.

Le LARECA (Les Ateliers de Recherches Caraïbes et Américaines) est un groupe de recherches animés par les membres de PRODIG travaillant spécifiquement sur l'Amérique. C'est une structure de dialogue et d'échanges avec des chercheurs d'autres laboratoires invités à partager les analyses et confronter les approches avec nos chercheurs. Il est organisateur de colloques et d'ateliers afférant aux dynamiques socio-spatiales du « Sud » américain.

Le thème fédérateur porte sur **Environnement et développement**. Il permet à l'UMR de conserver une cohérence scientifique dans l'étude des recompositions territoriales, entre dynamiques politiques et contraintes environnementales, dans un contexte de mondialisation de plus en plus prégnante. Ce thème est présent, sous des formes diverses, dans toutes les recherches des membres de PRODIG. Il permet d'approfondir la réflexion sur un aspect fondamental d'une recherche qui se veut en prise avec la demande sociale. Quelques fils conducteurs permettent de mettre en perspective les principales orientations de recherches programmées et de justifier l'organisation de la recherche au sein l'UMR en **4 thèmes** :

- Les territoires de l'eau : systèmes, usages et politiques
- Risques, vulnérabilité et action publique
- Métropolisation et nouveaux espaces ruraux
- Pouvoirs et dynamiques territoriales

Le thème « Métropolisation et nouveaux espaces ruraux » entend réunir et coordonner des programmes de recherche sur les réarticulations contemporaines entre l'urbain et le rural dans un contexte de fort accroissement démographique et de mondialisation. Dans ces milieux ruraux en pleine recomposition, les systèmes d'activités subissent les changements économiques, la monétarisation des échanges et les impacts des mouvements migratoires et la nécessaire clarification de l'imbricatio foncier (cas d'Haïti) récurrent dans les pays en développement.

Laboratoire d'Anthropologie Juridique de Paris

LAJP

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Centre Malher

F-75181 Paris Cedex 04

Fondé en 1963 par le professeur Michel Alliot qui le dirigea jusqu'en 1988, le LAJP est désormais dirigé par Etienne Le Roy, professeur d'anthropologie juridique à l'université de Paris I, qui est également directeur du Master "Droit comparé, mention Anthropologie du Droit".

Le LAJP s'est structuré sur la base d'une double dynamique, l'une africaniste et dans le sillage des études sur le droit coutumier, l'autre plus "européenne" et dans la perspective d'une histoire comparative des institutions. Le développement des recherches et le déploiement des interventions du laboratoire ont expérimenté le statut singulier des travaux portant sur l'Afrique et les réticences institutionnelles à voir se constituer une discipline "critique" aux marges des sciences du Droit.

C'est donc par la pratique d'une anthropologie "politique" du Droit que le LAJP a fondé une nouvelle approche "pragmatique" en privilégiant certains champs de recherche où son expertise est de plus en plus souvent sollicitée : les politiques foncières et de gestion des ressources renouvelables, les politiques judiciaires, la mise en œuvre de l'Etat de Droit, la médiation et l'intermédiation culturelle.

CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE

A. Déroulement du projet												
	<i>[Mois à compter du début du projet]</i>											
Activité (tâche)	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	10 ^e	11 ^e	12 ^e
Mise à jour des données bibliographiques	1 mois											
1 ^{ère} Enquête sur le terrain		1, 5 mois										
Rapport d'avancement, dépouillement, analyse, préparation 2 ^e terrain				1 mois à répartir								
2 ^e Enquêtes de terrain complémentaires							1 mois					
Dépouillement, analyse et rédaction									2 mois			

B. Achèvement et soumission des rapports

Rapports	Date
Rapport d'avancement	Mois 1 + 4
Rapport provisoire	Mois 1 + 9
Rapport final	1 mois à compter de la réception des réactions

COURRIER D'ENGAGEMENT DES CHERCHEURS CONCERNES

Nous soussignés,

- Michaël Lévy, sociologue, rattaché à PRODIG (LARECA), demeurant 26, rue du Moulin Joly, 75011 Paris
- Et Véronique Dorner, anthropologue, rattachée au LAJP, demeurant 18, bis rue David d'Angers, 75019 Paris

prenons l'engagement de mener à bien, dans le cadre et avec l'appui scientifique de nos laboratoires respectifs, le travail de recherche proposé sous le titre

« La fabrique des politiques publiques. Les décideurs haïtiens entre environnement international et conceptions locales de l'appropriation foncière »

en réponse à l'appel à propositions du volet « recherche d'approfondissement » (axe 2) du projet « Appui à l'élaboration des politiques foncières rurales » lancé par l'Iram le 6 novembre 2006, dans le cas où notre proposition soit retenue.

Fait à Paris, le 30 janvier 2007

Véronique DORNER

Michaël LEVY